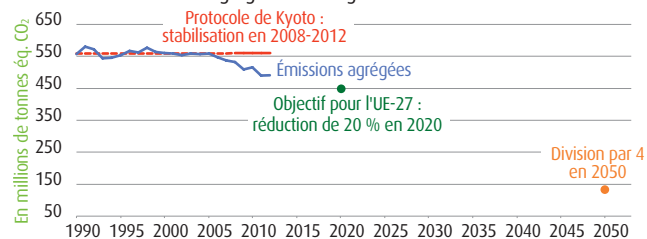


CLIMAT | Effet de serre

Évolution des émissions agrégées des six gaz à effet de serre*



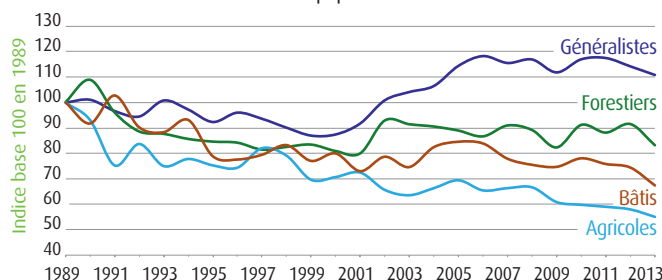
* Dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote, hexafluorure de soufre, hydrofluorocarbures et perfluorocarbures. Métropole et outre-mer hors PTOM (périmètre protocole de Kyoto). Données non corrigées des variations climatiques.

Source : SOeS d'après le Citepa, inventaire CCNUCC, mars 2014

En 2012, les émissions françaises des gaz à effet de serre suivies dans le cadre du protocole de Kyoto sont inférieures de 12 % à celles émises en 1990. Ces émissions ont davantage diminué entre 2007 et 2011 qu'entre 1990 et 2007. La hausse des émissions des transports (+ 13 %) et du résidentiel/tertiaire (+ 6 %) a été plus que compensée par la baisse de celles de l'industrie (- 41 %), de la branche énergie (- 23 %) et de l'agriculture (- 10 %). L'objectif pour 2020 est une réduction de 20 % par rapport au niveau de 1990 et une division par quatre en 2050.

BIODIVERSITÉ | Oiseaux communs

Évolution de l'indice d'abondance des populations d'oiseaux communs

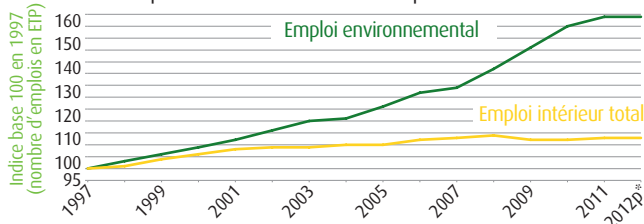


Source : Muséum national d'histoire naturelle, 2014

Certaines espèces d'oiseaux sont inféodées à un habitat à la différence des espèces généralistes présentes dans une grande variété d'habitats. Les effectifs des oiseaux étudiés ont baissé au cours des années 1990. Durant la dernière décennie, ils semblent se stabiliser pour les espèces des milieux forestiers, mais continuent de diminuer pour celles des milieux bâtis et agricoles. Par contre, les espèces généralistes progressent nettement. Cette évolution menace la diversité de la faune aviaire. Les causes du déclin sont multiples, la dégradation ou la perte des habitats demeurant les principales menaces.

ÉCONOMIE | Emploi environnemental

Évolution de l'emploi environnemental et de l'emploi total



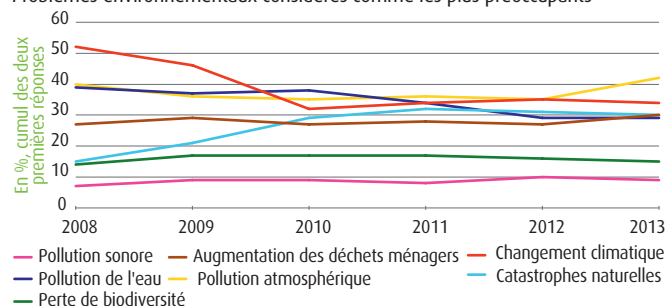
* p = données provisoires.

Sources : Insee (Comptes nationaux, base 2005) - SOeS, 2014 (France entière)

Entre 2004 et 2012, le nombre d'emplois environnementaux augmente de 36 %, soit un rythme annuel moyen de 3,9 % très supérieur à celui de l'ensemble de l'économie (0,3 %). En 2012, la France compte 447 500 emplois environnementaux. Cette croissance est portée par les domaines des énergies renouvelables, de la réhabilitation des sols et eaux et de l'agriculture biologique. En 2012, les emplois environnementaux représentent 1,8 % de l'emploi intérieur total.

OPINION | Préoccupations des Français

Problèmes environnementaux considérés comme les plus préoccupants



Note : l'enquête 2013 a été réalisée en novembre, avant les inondations qui ont touché la Bretagne (tempête Dirk, décembre 2013) et la survenue d'un important épisode de pollution de l'air (mars 2014).

Source : SOeS, plate-forme Environnement de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Insee)

Pour la troisième année consécutive, la pollution de l'air s'impose comme la principale préoccupation environnementale des Français (42 %), devant la question du changement climatique (34 %). Au troisième rang, la préoccupation à l'égard des catastrophes naturelles recule pour la deuxième fois, mais reste nettement au-dessus de son niveau de 2008.

**Commissariat général au développement durable
Service de l'observation et des statistiques**

Tour Voltaire, 92055 La Défense cedex
Mel : diffusion.so.es.cgdd@developpement-durable.gouv.fr
© A. Bouissou/METL-MEDDE, O. Joly, L. Mignaux/METL-MEDDE,
B. Suard/METL-MEDDE
ISSN : en cours - Dépôt légal : juillet 2014

COMMISSARIAT
GÉNÉRAL AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Repères

10 indicateurs clés de l'environnement

Édition 2014

Juillet
2014



© FROMATIQUE ÉDITIONS - Impression : Bialec, Nancy (France) - Certifiée imprim'vert qui contribue à la protection de l'environnement.

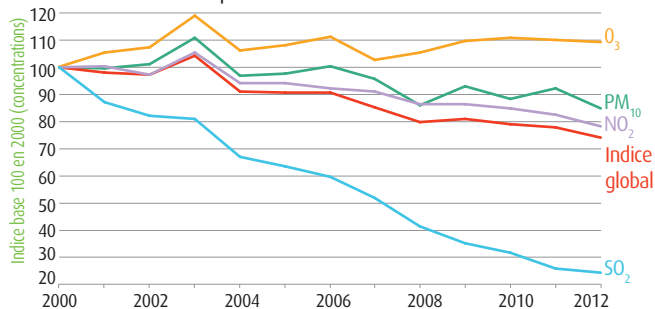
Service de l'observation et des statistiques



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie

AIR | Pollution de l'air en milieu urbain

Évolution de l'indice de la pollution de l'air

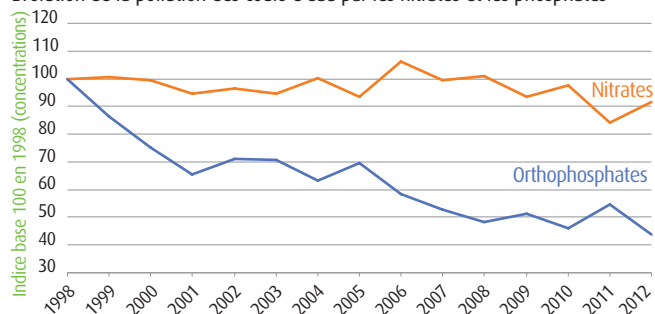


Source : base de données nationale de la qualité de l'air, juillet 2013, LCSQA. Traitements : SOeS, 2013 (France métropolitaine hors Corse)

La qualité de l'air en fond urbain (éloignée de toute source directe de pollution), basée sur les mesures de quatre polluants, s'est globalement améliorée entre 2000 et 2012, notamment grâce à la diminution des concentrations du dioxyde de soufre (SO₂). Les teneurs en dioxyde d'azote (NO₂) et en particules de diamètre inférieur à 10 µm (PM₁₀) diminuent. Néanmoins, les seuils réglementaires en NO₂ et PM₁₀ sont fréquemment dépassés, en particulier à proximité du trafic automobile. Les concentrations en ozone (O₃), très dépendantes des conditions météorologiques, augmentent puis se stabilisent depuis 2010.

EAU | Pollution des cours d'eau

Évolution de la pollution des cours d'eau par les nitrates et les phosphates



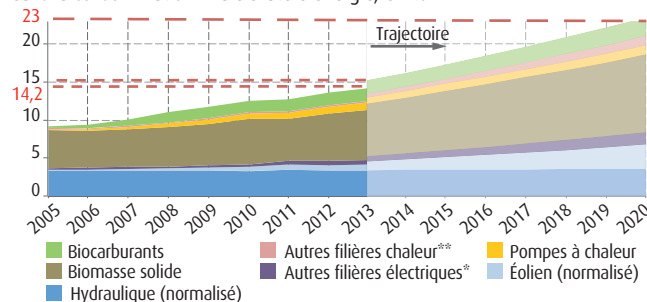
Note : l'indice est calculé avec des données partielles sur les bassins Seine-Normandie et Adour-Garonne, respectivement pour les années 2008/2009 et 2010/2011, en raison de séries ponctuellement incomplètes.

Sources : agences de l'eau, 2014 - Medde. Traitements : SOeS, 2014

Les teneurs en orthophosphates dans les cours d'eau ont diminué de moitié depuis 1998, grâce à l'amélioration du traitement des eaux usées urbaines et à la baisse sensible de l'utilisation des engrais phosphatés. La diminution - modérée - du recours aux engrais azotés n'a pas eu d'effet sensible sur les teneurs en nitrates, qui restent globalement stables sur la période. Les évolutions interannuelles sont influencées par la pluviométrie.

ÉNERGIE | Énergies renouvelables

Part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation finale brute d'énergie, en %



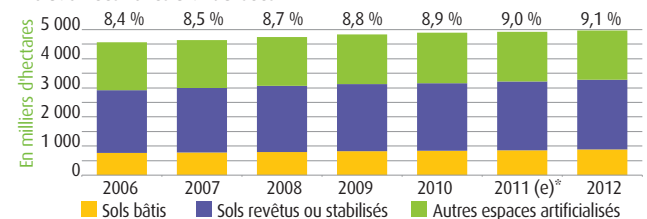
Note : métropole et DOM. Calculs effectués selon la méthode prévue par la directive 2009/28/CE. * Solaire photovoltaïque, énergies marines, géothermie électrique, électricité biomasse (bois-énergie, biogaz, déchets incinérés, bagasse). ** Solaire thermique, géothermie, biogaz.

Source : SOeS, bilan de l'énergie (réalisé, jusqu'en 2013) et plan national d'action (trajectoire, à partir de 2013)

La part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation finale brute d'énergie en France est de 14,2 % en 2013, à comparer aux 15 % prévus par la trajectoire du plan national d'action en faveur des EnR (cible : 23 % en 2020). La biomasse solide (bois-énergie, fraction biodégradable de la biomasse solide) représente à elle seule 46 % de la consommation finale brute d'EnR, l'hydraulique 23 %. Les progrès observés depuis 2005 proviennent principalement du développement des biocarburants (+ 2,3 millions de tonnes-équivalent pétrole (Mtep), du bois-énergie (+ 1,9 Mtep), des pompes à chaleur (+ 1,4 Mtep) et de l'éolien (+ 1,3 Mtep).

CONSOMMATION D'ESPACE | Artificialisation

Évolution des zones artificialisées



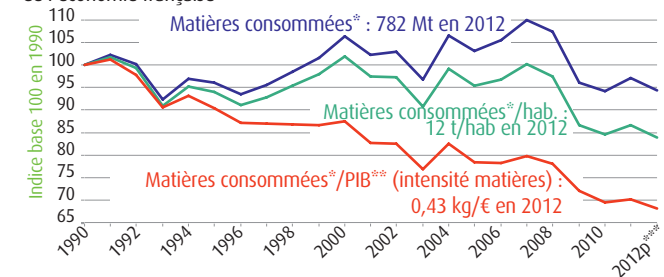
* e = estimation.

Source : ministère de l'Agriculture, Service de la statistique et de la prospective (SSP), enquête Teruti-Lucas, série révisée en 2013, juillet 2013 (France métropolitaine)

Les zones artificialisées occupent près de 5 millions d'hectares en 2012, soit près de 9,1 % de la métropole. La moitié correspond à des sols revêtus ou stabilisés (routes, parkings). Les espaces artificialisés se sont étendus d'environ 400 000 hectares entre 2006 et 2012, en grande partie aux dépens de terres agricoles, mais aussi de milieux semi-naturels.

RESSOURCES | Consommation de matières

Évolution de la consommation de matières et de l'intensité matières de l'économie française



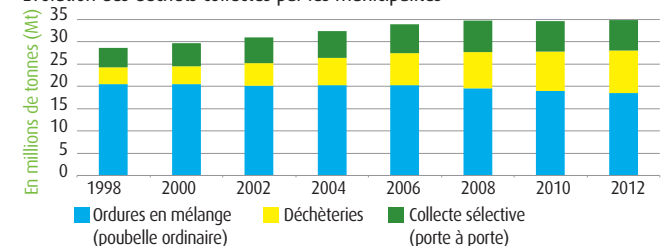
* Consommation intérieure apparente de matières : poids des combustibles fossiles, des produits minéraux, agricoles et sylvicoles, extraits du territoire national ou importés sous forme de matières premières ou de produits finis, exportations déduites. ** En volume, prix chaînés, base 2005. *** p = données provisoires.

Source : SOeS, 2014

De 1990 à 2008, l'intensité matières a baissé de 22 %, traduisant un moindre besoin apparent en matières pour générer chaque euro de valeur ajoutée. Malgré cela, en raison de l'augmentation de l'activité économique, la consommation de matières (14 tonnes par habitant) n'a pas diminué sur cette période. Depuis 2009, la baisse de la consommation intérieure de matières, notamment en matériaux de construction, plus rapide que celle du PIB, et la contraction de l'activité économique accentuent la diminution de l'intensité matières.

DÉCHETS | Déchets municipaux

Évolution des déchets collectés par les municipalités



Sources : Ademe - SOeS, 2014 (DOM inclus), hors déblais et gravats

Après une hausse régulière, la production de déchets municipaux par habitant s'infléchit, passant de 543 kg en 2007 à 534 en 2012 (35 Mt, hors déblais et gravats). Dans l'intervalle, la collecte des ordures ménagères résiduelles (en mélange) passe de 315 à 283 kg par habitant. Celle des emballages et des déchets verts représente près de 5 Mt chacun. La plus forte augmentation provient des apports en déchèteries, avec 2 Mt supplémentaires collectées sur les trois dernières années. Cette destination représente aujourd'hui le tiers des déchets municipaux collectés.